



NOTE D'INFORMATION

Session de travail « Faire progresser le mouvement mondial des villes et territoires de droits humains »

Mercredi 23 février 2022, 11h30-13h00 (CET)

Vers le Congrès de CGLU à Daejeon : L'agenda des droits humains et du droit à la ville en 2022

Alors que les principes des droits humains sont de plus en plus reconnus par les gouvernements locaux depuis la pandémie, les villes dites de droits humains consolident leur rôle pour guider l'innovation politique et l'action collective afin de lutter contre les inégalités, les discriminations et de construire un nouveau contrat social avec leurs habitant·e·s, en répondant à leurs besoins et en respectant leurs droits fondamentaux. Au-delà de la mise en œuvre d'expériences et de modèles locaux, les villes et territoires de droits humains visent à être une source d'inspiration et de solidarité pour tous les gouvernements locaux et régionaux afin d'avancer plus équitablement dans l'ère post-pandémique et de réorganiser le contrat social.

Dans ce contexte, CGLU et sa Commission sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains ont développé une feuille de route consolidée pour apporter des perspectives plus audacieuses en matière de droits humains et pour pousser de nouvelles initiatives collectives afin que les gouvernements locaux gagnent un siège dans la conversation mondiale sur les droits humains.

En effet, CGLU a été pionnière dans la reconnaissance et la promotion au niveau international du rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la protection et la défense des droits humains. Après l'adoption de la « Charte mondiale des droits humains dans la ville » il y a dix ans - premier document au niveau mondial élaboré par et pour les gouvernements locaux - CGLU a signé lors de son dernier Conseil mondial une lettre d'accord avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme pour faire avancer et renforcer les mouvements des villes de droits humains dans le monde, en lien avec la préparation de la prochaine résolution du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies sur « les gouvernements locaux et les droits de l'Homme » qui sera adoptée en septembre-octobre 2022. De même, le Pacte pour l'avenir de CGLU vise à être à l'avant-garde de la prochaine génération de droits humains, sur la base d'un pacte pour les personnes, les gouvernements et la planète.





21-25 FEB 2022
#UCLGMEETS



Questions d'orientation :

- Comment rassembler les gouvernements locaux et régionaux engagés dans des programmes fondés sur les droits dans un mouvement consolidé et internationalement reconnu de « villes et territoires de droits humains » ?
- Quelles pourraient être les alliances potentielles avec les Nations Unies, la société civile et les acteurs de la recherche ?
- Suite aux réalisations de l'initiative de la Charte-Agenda mondiale il y a 10 ans, comment les gouvernements locaux peuvent-ils avancer davantage vers la reconnaissance d'un cadre global pour les villes et territoires de droits humains dans le monde entier ?

Premier segment : Campagne internationale « 10, 100, 1 000 villes et territoires de droits humains d'ici 2030 »

En tant que prestataires de services publics et niveau de gouvernance le plus proche de la population, les gouvernements locaux et régionaux ont la responsabilité commune de garantir le respect des droits humains et de veiller à ce que tous les citoyens et citoyennes puissent profiter de leur ville de manière égale. En adoptant des récits transformateurs et des objectifs à long terme, les gouvernements locaux et régionaux peuvent devenir les gardiens des droits humains et la nouvelle voix de la dignité des droits humains sur leurs territoires. Les gouvernements locaux et régionaux du monde entier agissent et prennent des initiatives pour protéger les groupes les plus vulnérables, garantir l'accès aux services de base (eau, assainissement, électricité), assurer l'égalité des droits entre les femmes et les hommes, créer les conditions du développement durable et de l'accès à un logement adéquat, lutter contre les discriminations et les inégalités, ...

La campagne vise à lancer un mouvement mondial des villes de droits humains, explicitement engagé à traduire les principes des droits humains au niveau local. A partir de 10 premières villes et territoires, l'ambition est de rassembler 100 gouvernements locaux et régionaux vers le Congrès de CGLU à Daejeon et 1 000 pour la réalisation de l'Agenda 2030.

11h30 – 11h45 **Présentation de la campagne**

Hans Sakkers, Utrecht
Elsa Touré, Grigny

11h45 – 11h55 **Questions, commentaires et propositions**

11h55 – 12h05 **Points de vue des partenaires**

Morten Kjaerum, Institut Raoul Wallenberg
Bahram Ghazi (à confirmer), Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)



21-25 FEB 2022
#UCLGMEETS



12h05- 12h15 Questions, commentaires et propositions

Modération : Amanda Flety, Commission de CGLU sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains

Deuxième segment : Les dix ans de la Charte-agenda mondiale de CGLU sur les droits humains dans la ville

CGLU et sa Commission sur les droits humains ont lancé un processus de révision de la Charte-agenda mondiale des droits humains dans la ville par le biais de la plateforme en ligne UCLGMeets (deux questionnaires et des contributions ouvertes). L'objectif est de comprendre comment les gouvernements locaux et régionaux peuvent se connecter aux droits humains et explorer les voies pour soutenir les gouvernements locaux et régionaux à s'engager dans les processus locaux pour la promotion et la mise en œuvre effective des droits humains. Dix ans après la première Charte-agenda mondiale, comment évaluer les dernières avancées et les développements du mouvement des villes de droits humains dans les différentes régions du monde et établir la base d'une discussion mondiale sur la prochaine étape d'un cadre commun d'engagement ?

12h15 – 12h20 Introduction au processus et premiers résultats

Amanda Flety, Commission de CGLU sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains

12h20 – 12h30 Renforcer les capacités des villes de droits humains vers le Congrès de CGLU à Daejeon

Shams Asadi, Vienne
Mariana Flores, Mexico

12h30 – 12h55 Débat ouvert

12h55 – 13h00 Conclusions de la session

Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU